

Service :  
DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES  
JNV/CPT/MM/AA  
N°AR-2023-119 **BIS**

République Française  
Département du Nord

**Ville de Marly**

## ARRETÉ MUNICIPAL PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT

Objet : Mise en place d'un échafaudage au droit du 90 avenue Henri Barbusse

**Nous, le Maire de la Ville de Marly**

**Vu** la demande en date du 14 avril 2023 par laquelle Madame DEVRED Rachel, représentante de la société Ets JP CARLIER, sis 893 avenue de l'Europe, 59121 HAULCHAIN sollicite L'AUTORISATION pour : l'implantation d'un échafaudage, 90 avenue Henri Barbusse – 59770 MARLY

**Vu** la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales;

**Vu** la Loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière ;

**Vu** le Code de la Route notamment l'article L411-1 ;

**Vu** le Code de la route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

**Vu** le Code de l'Environnement ;

**Vu** le Décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;

**Vu** la Décision du Maire n° DC-2023-039 du 11 avril 2023 portant sur la tarification d'occupation du domaine public pour travaux des riverains ;

**Vu** l'état des lieux ;

### ARRÊTONS

#### **ARTICLE 1 - Autorisation**

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande : « mise en place d'un échafaudage au droit du 90 avenue Henri Barbusse » à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

#### **ARTICLE 2 - Prescriptions techniques particulières**

L'installation visée à l'article 1 sera réalisée de façon à ne pas empêcher la circulation des piétons en toute sécurité. Toute disposition pour assurer la sécurité des usagers de la route sera prise.

Aucune publicité ni pré-enseigne ne pourra être implantée sur le domaine public.

L'aire d'implantation de l'échafaudage occupée et ses abords devront toujours être maintenus dans un parfait état de propreté. Les débris dispersés sur l'aire d'arrêt seront ramassés et évacués à la décharge en fin de journée.



Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants et L.421-4 et suivants.

Il est expressément rappelé que le présent arrêté ne vaut pas arrêté de circulation.

Plus généralement, l'obtention du présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de demander toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par les lois et règlements.

#### **ARTICLE 8 - Validité et renouvellement de l'arrêté**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

#### **ARTICLE 9 - Recours**

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille dans les deux mois à compter de sa notification.

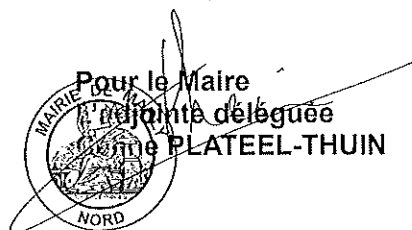
#### **ARTICLE 10 - Diffusion**

Ampliation du présent acte sera adressée à

- Monsieur le Maire de la Commune de Marly,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Marly,
- Madame la Responsable du service Comptabilité de la Ville de Marly,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale de Marly,
- Monsieur le Responsable du Service Technique de la Ville de Marly,
- Madame DEVRED Rachel, représentante de la société Ets JP CARLIER à HAULCHIN

Fait à Marly, le 21 avril 2023

publié  
02 MAI 2023



Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci dessus désignée.